

## BREVES HEBDOMADAIRES

## CHINE CONTINENTALE

**CONJONCTURE** ([ici](#))

**Réserves** : les réserves augmentent de +15,2 Mds à 3 088 Mds USD en janvier dans un contexte de dépréciation de l'USD (effet de valeur positif pour les réserves)

**Prix** : la dynamique des prix à la production continue de ralentir à +0,1% (g.a.) en janvier contre +0,9% en décembre ; l'indice des prix à la consommation ralentit également à +1,7% (g.a.) contre +1,9% en décembre

**Crédits et masse monétaire** : la croissance du financement à l'économie réelle (TSF) augmente à +10,4 % (g.a.) en janvier; la croissance des prêts bancaires accélère à +13,6%, la croissance de M2 augmente légèrement à +8,4% (g.a.)

**ECONOMIE GENERALE** ([ici](#))

**Règlementation** : le gouvernement chinois a renforcé le support financier pour le développement économique de l'agriculture et des zones rurales

**BANQUE ET FINANCE** ([ici](#))

**Marché boursier** : MSCI a ajouté 12 nouvelles actions chinoises dans son indice dont 5 actions sont cotées sur le continent chinois

**Banque** : la PBoC restructurera son organisation en créant deux nouveaux départements

**ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE** ([ici](#))

**Relations US-Chine** : deux journées de négociations à Pékin

**Commerce bilatéral** : forte augmentation des exportations françaises vers la Chine en 2018

**Relations US-Chine**: nouveau rapport de l'Asia Society sur la politique américaine vis-à-vis de la Chine

**CLIMAT DES AFFAIRES** ([ici](#))

**Investissements entrants** : publication d'un nouveau projet de catalogue des secteurs encouragés pour les investisseurs étrangers

**INDUSTRIE ET NUMERIQUE** ([ici](#))

**Automobile** : BYD voit ses ventes augmenter en janvier 2019

**TIC** : la Thaïlande réalise des essais 5G avec Huawei

**Biens de consommation** : Kering et Hermès enregistrent de belles performances en 2018 malgré le ralentissement de l'économie chinoise

**Tourisme** : ralentissement du taux de croissance des revenus liés au tourisme en 2018

**DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS** ([ici](#))

**Développement durable** : le Vice-Premier ministre M. HAN Zheng a présidé une réunion du Comité national pour la conservation de la biodiversité le 13 février

**Energie** : le MIIT, la NGOA et la NEA ont conjointement publié des lignes directrices visant à réaliser des centres de données « verts »

**Energie** : diesel et kérosène exportés depuis le port de Ningbo vers l'Europe depuis cette année

中国经济  
分析报告



## HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

**Commerce extérieur de Hong Kong** : hausse des exportations de biens de +7,3% en glissement annuel, à 531,3 Mds USD, en 2018 et hausse des importations de +8,4% à 603 Mds USD

**Commerce bilatéral** : Hong Kong figure à nouveau parmi les principaux excédents commerciaux de la France en 2018, en 3<sup>e</sup> position derrière le Royaume-Uni et Singapour

**Macao** : les exportations françaises vers Macao en 2018 atteignent 823 M EUR, soit une hausse de +33% en glissement annuel (après +0,6% en 2017).

**Logistique** : le port de Hong Kong n'est plus que le 7<sup>e</sup> port mondial de conteneurs, dépassé en 2018 par ceux de Canton et Pusan



## CONJONCTURE

### **Réserves : les réserves augmentent de +15,2 Mds à 3 088 Mds USD en janvier dans un contexte de dépréciation de l'USD (effet de valeur positif pour les réserves)**

La valeur en USD des réserves de change officielles chinoises a augmenté de +15,2 Mds USD (+0,5%) en décembre à 3 088 Mds USD contre 3 073 Mds USD fin décembre dans un contexte de relative faiblesse du dollar américain (le RMB s'est apprécié de +2,6 % en janvier face au dollar). Selon la SAFE (*State Administration of Foreign Exchange*) « les fluctuations des actifs financiers et les variations des devises autres que le dollar américain ont conduit à cet accroissement des réserves ». En outre, la SAFE a souligné que les flux de capitaux étaient restés stables en janvier. Les statistiques des variations des réserves au bilan de la PBoC (comptabilisées au coût historique, donc hors effet de valeur) attestent de très faibles flux mensuels nets de réserves depuis juin 2017.

Pour rappel, le gouverneur Yi Gang a écarté en avril l'éventualité d'une utilisation du taux de change ou des réserves (largement placées en bons du Trésor américain) en réponse aux tarifs douaniers instaurés par les autorités américaines sur certains biens chinois.

### **Prix : la dynamique des prix à la production continue de ralentir à +0,1% (g.a.) en janvier contre +0,9% en décembre ; l'indice des prix à la consommation ralentit également à +1,7% (g.a.) contre +1,9% en décembre**

La dynamique des prix à la consommation (IPC) ralentit à +1,7% en glissement annuel en décembre, au plus bas depuis juin. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) augmente légèrement à +1,9% contre +1,8% en décembre. Le sous-indice des prix des aliments ralentit à +1,9 % en g.a. en janvier, notamment en raison d'une accélération de la contraction du prix du porc à -3,2% en janvier contre -1,5% en décembre.

L'indice des prix à la production (IPP) chute en janvier, à +0,1% en glissement annuel (g.a.), alors au plus bas depuis septembre 2016, contre +0,9% en décembre 2018. Ce ralentissement s'explique pour une large part par un recul des prix des matières premières (à - 0,1% en g.a. en janvier contre +1% en décembre), du secteur minier et extractif, à +1,2% en janvier contre +3,8% en décembre (en particulier pour le pétrole et le gaz à -5% contre +4,5% en décembre et + 24,4% en novembre et des métaux ferreux à +3,7% contre +5,1% en décembre) et finalement du secteur manufacturier (à +0,3% en g.a. en janvier contre +0,8% en décembre). Pour mémoire, la croissance en g.a. de l'IPP est redevenue positive en septembre 2016 pour la première fois depuis plus de quatre ans, se portant à +5,5% en 2016 et avec un maximum à +7,8% en février 2017.

### **Crédits et masse monétaire : la croissance du financement à l'économie réelle (TSF) augmente à +10,4 % (g.a.) en janvier; la croissance des prêts bancaires accélère à +13,6%, la croissance de M2 augmente légèrement à +8,4% (g.a.)**

La croissance de l'agrégat officiel de financement à l'économie réelle hors autorités publiques (« *Total social financing* », TSF) a augmenté en janvier, à +10,4% (g.a.), contre +9,8% en décembre. Cela marque la première accélération depuis mi 2017.

Cette augmentation relève de la bonne tenue des crédits bancaires en RMB, +13,6% en janvier contre +13,2% en décembre conjuguée à une contraction moindre des financements via le système bancaire parallèle (ou *shadow banking*). Le stock de financement *shadow banking* s'est contracté de -10,1% fin janvier (g.a.) contre -10,9% fin novembre (g.a.). Pour mémoire, les prêts intermédiés entre entreprises non-financières (*entrusted loans*) et les prêts des sociétés de fiducie (*trust loans*) ont particulièrement ralenti depuis fin 2017, période à laquelle ces canaux de financement non-bancaires ont été intégrés aux priorités de la politique de renforcement du cadre réglementaire conduite par les autorités depuis début 2017. A noter cependant que la croissance des Undiscounted Banker's acceptances passe à -8,81% en janvier contre -14,3 en décembre. Pour rappel, le TSF ne capte pas l'ensemble des activités du « *shadow banking* », et en particulier n'inclut pas une partie importante des « *wealth management products* », contre lesquels les autorités mènent une politique de renforcement de la supervision depuis fin 2016. La croissance des encours des obligations des gouvernements locaux (*special purpose bonds*) augmente de 36%, pour s'inscrire à 7 040 Mds RMB fin janvier.

La croissance des dépôts bancaires ralentit à +7,23% en janvier (g.a.) contre +7,8% en décembre. Les administrations ont notamment réduit leur épargne bancaire, alors que l'épargne des ménages a continué à croître à un rythme soutenu.

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 a ralenti à +8,4% (g.a.) contre +8,9% fin décembre. L'agrégat M2, qui se compose de la monnaie en circulation et des dépôts à vue des entreprises et des ménages, était jusqu'à cette année un objectif intermédiaire de la politique monétaire chinoise, avec une cible de croissance fixée à +12% pour 2017.

Pour mémoire, la Banque centrale chinoise (PBoC) a revu deux fois sa méthode de calcul du TSF en 2018. En juillet, elle a ajouté deux nouvelles composantes : les titres adossés à des actifs d'institutions financières dépositaires (*asset-backed securities of depository financial institutions*) et les annulations de prêt (*loan write-off*). En septembre, elle a ajouté les obligations spéciales des gouvernements locaux (*special purpose bonds*) compte tenu de l'accélération du calendrier d'émission d'obligations spéciales des gouvernements locaux, entraînant un « effet de remplacement visible des emprunts bancaires et des obligations de sociétés ».

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## ECONOMIE GENERALE

### **Règlementation : le gouvernement chinois a renforcé le support financier pour le développement économique de l'agriculture et des zones rurales**

La PBoC, le régulateur des banques et des assurances (CBIRC), le régulateur des valeurs mobilières (CSRC), le Ministère des finances et le Ministère de l'Agriculture ont publié conjointement un document dans le but d'inciter les banques rurales à augmenter leurs prêts pour contribuer au développement économique de l'agriculture et des zones défavorisées, et d'encourager les collectivités à émettre davantage d'obligations spéciales (*special purpose bonds*) pour financer des projets dans les régions rurales.

Parmi les autres mesures annoncées dans le document, citons l'assistance aux entreprises agricoles qualifiées pour être cotées en bourse, l'amélioration des systèmes d'assurance et de garantie du crédit en milieu rural, ainsi que le soutien accru de la politique monétaire, notamment l'application de taux de réserves obligatoires réduits pour les banques accroissant leurs encours de prêts aux zones rurales.

Pour mémoire, la CBIRC a augmenté le 14 janvier le ratio de créances douteuses (NPL) toléré pour les prêts aux PME (susceptible d'être supérieur de 3 points de pourcentage au ratio moyen des créances douteuses de la banque) et celui afférent au secteur agricole (susceptible d'atteindre au plus 5%) effectués par les banques rurales (cf. Brève du 14/01/2019).

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## BANQUE ET FINANCE

### Marché boursier : MSCI a ajouté 12 nouvelles actions chinoises dans son indice dont 5 actions sont cotées sur le continent chinois

Le 11 février, le fournisseur d'indices MSCI a annoncé l'intégration de 17 actions à l'indice *MSCIACWI (All Country World Index)*, et de 12 actions chinoises dans l'indice *MSCI Emerging Markets*, qui seront portées de 236 sociétés chinoises à 248. Ce changement sera mis en œuvre après la clôture du marché boursier le 28 février.

Actions chinoises ajoutées à l'indice : i) Actions A : Aluminium Corporation of China, Foxconn Industrial Internet, Guanghai Energy, Huaxi Securities, Sinotex Investment & Development Co. ii) Actions cotées à Hong Kong : Meituan-Dianping, Xiaomi. iii) Actions cotées à New York : Bilibili, iQIYI, Pinduoduo, Tencent Music, ZTO Express.

Code boursier	Entreprise		Cours 31/12/2018		Cours 31/01/2019		Cours 14/02/2019
601600.SH	Aluminium Corporation of China	¥	3,55	¥	3,53	¥	3,79
601138.SH	Foxconn Industrial Internet	¥	11,59	¥	11,50	¥	13,55
600256.SH	Guanghai Energy	¥	3,76	¥	3,72	¥	3,97
002926.SZ	Huaxi Securities	¥	8,37	¥	8,52	¥	9,16
600061.SH	Sinotex Investment & Development	¥	8,99	¥	8,90	¥	9,81
03690.HK	Meituan-Dianping	HK\$	44,05	HK\$	53,30	HK\$	58,40
01810.HK	Xiaomi	HK\$	12,94	HK\$	9,84	HK\$	11,14
BILI.O	Bilibili	\$	14,37	\$	18,41	\$	18,92
IQ.O	iQIYI	\$	15,37	\$	20,12	\$	22,00
PDD.O	Pinduoduo	\$	22,06	\$	29,21	\$	27,03
TME.N	Tencent Music	\$	13,22	\$	14,95	\$	16,99
						\$	19,18
ZTO.N	ZTO Express	\$	16,00	\$	17,12		

En ce qui concerne l'augmentation de la pondération des actions A de 5% à 20% dans l'indice *MSCI Emerging markets*, MSCI donnera sa réponse à fin février. L'augmentation devrait se faire en deux étapes en mai 2019 et en août 2019, ce qui devrait drainer en allocation passive des flux entrants d'environ 67,9 Mds USD (soit 457,5Mds RMB) si MSCI valide cette hausse de la pondération des actions A dans l'indice, selon *China Securities*.

En janvier 2019, les investissements nets étrangers sur le marché boursier chinois à travers *Shanghai Stock Connect* et *Shenzhen Stock Connect* ont atteint 60,7Mds RMB, battant le record de mai 2018 (50,9Mds RMB), forte évolution reflétée par les indices sur le continent chinois : CSI300 Index +6,34%, SSE180 +4,47% et SZSE100 +4,62%. Les investisseurs étrangers sont plutôt optimistes pour les

industries de la consommation alimentaire, des appareils ménagers et des banques en investissant principalement dans Kweichow Moutai (7,7Mds RMB), Gree Electric Appliances (4,3Mds RMB), Midea Group (3,6Mds RMB), Wuliangye et Ping An Bank.

Pour rappel, MSCI a intégré pour la première fois la Chine continentale dans ses indices boursiers de référence en juin 2018 et a annoncé que le ratio serait progressivement levé avec l'amélioration du fonctionnement du marché chinois et l'assouplissement des modalités d'accès des investisseurs internationaux (cf. Brève du 11/06/2018). A noter que la SAFE (*State Administration of Foreign Exchange*) a doublé le 14 janvier le quota de QFII, le principal canal d'accès des investisseurs étrangers aux actifs financiers de Chine continentale, à 300 Mds USD contre 150 Mds USD auparavant, en vue de « répondre aux besoins des investisseurs étrangers d'accroître leurs investissements sur le marché chinois des capitaux » (cf. Brève du 14/01/2019).

### **Banque : la PBoC restructurera son organisation en créant deux nouveaux départements**

Dix ans après la création du Département en charge de l'internationalisation du RMB (intitulé politique monétaire II), la PBoC va restructurer son organisation en créant deux nouveaux départements – le secrétariat de la FSDC (*State Council Financial Stability and Development Commission*, coiffée par LIU He) et le bureau de gestion macro-prudentielle, en réduisant le nombre de sous-gouverneurs de six à quatre et en complétant de nouvelles missions de contrôle. L'objectif de la réforme est de renforcer le contrôle de la stabilité financière et des risques systémiques.

#### **1) Le secrétariat de la FSDC**

Le secrétariat de la FSDC visant à assister les tâches quotidiennes de la FSDC sera situé au sein de la PBoC mais sous la direction directe de la FSDC. La présence d'un secrétariat intégré dans la PBoC permettra à la FSDC de mettre en œuvre la supervision des régulateurs financiers de manière plus efficace.

#### **2) Le bureau de gestion macro-prudentielle**

En lieu et place de l'ancien département en charge de l'internationalisation du taux de change créé en 2008, la PBoC va instaurer un nouveau bureau de gestion macro-prudentielle. Outre l'évaluation des politiques de taux de change et la surveillance des flux transfrontaliers en RMB conduits par l'ancien département, le bureau de gestion macro-prudentielle sera responsable de la rédaction des réglementations s'appliquant aux institutions financières d'importance systémique.

#### **3) Le nombre réduit des vice-présidents**

En termes de personnel, la PBoC réduira le nombre des sous-gouverneurs de six à quatre. Actuellement, ces personnes sont : GUO Shuqing (également président de la CBIRC), PAN Gongsheng (aussi administrateur de la SAFE), CHEN Yulu, FAN Yifei, LIU Guoqiang et ZHU Hexin.

#### **4) D'autres nouvelles missions**

En outre, la coordination de la surveillance financière sur Internet deviendra l'une des principales missions de la PBoC, suite à une initiative de YI Gang, Gouverneur de la PBoC depuis le début de 2018.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### Relations US-Chine : deux journées de négociations à Pékin

Deux nouvelles journées de négociations se sont tenues à Pékin les 14 et 15 février entre une délégation américaine conduite par le représentant américain au Commerce Robert Lightizer et la délégation chinoise menée par le vice-Premier ministre Liu He. A l'issue des négociations formelles, la délégation américaine a été reçue par le Président chinois Xi Jinping, qui a souligné les « progrès importants » effectués sur les deux jours et rappelé que le maintien de relations « saines et stables » entre les Etats-Unis et la Chine est dans l'intérêt des deux peuples, mais aussi attendu par la communauté internationale. Il a annoncé la tenue d'une nouvelle session de négociations la semaine du 18 février à Washington. Le 14 février, le média *Bloomberg* affirmait que les États-Unis envisageaient une extension de 60 jours de la date d'expiration de la trêve conclue en marge du G20 par Donald Trump et Xi Jinping. Cette information n'a pour le moment pas été confirmée par les autorités américaines ([voir brèves du 26 novembre](#)).

[Lire la dépêche de l'agence Xinhua \(en chinois\).](#)

### Commerce bilatéral : forte augmentation des exportations françaises vers la Chine en 2018

Les chiffres consolidés du commerce bilatéral franco-chinois en 2018, publiés par les douanes françaises le 7 février, indiquent une augmentation des échanges de biens sur l'année (+4%). Les exportations augmentent de 11% par rapport à 2017 (21 Mds EUR) et les importations progressent de 1,5% (50 Mds EUR). Si le déficit français vis-à-vis de la Chine connaît une réduction mécanique (-4%), celui-ci reste, de loin, le premier déficit bilatéral de la France (-29 Mds EUR, contre -16 Mds vis-à-vis de l'Allemagne). Le dynamisme français à l'export a été largement tiré par le secteur aéronautique (+30% - 8,3 Mds EUR – après déjà +33% l'année dernière), dont les exportations représentent cette année 40% des exportations françaises totales vers la Chine. Hors aéronautique, les exportations de cosmétiques (+23%) et de produits pharmaceutiques (+4%) restent dynamiques. En revanche, les exportations de produits agroalimentaires connaissent une baisse marquée (-13% au total), qui concerne à la fois les vins et spiritueux (-17%), les produits laitiers (-15%) et les viandes de boucherie (-12%). Les exportations d'équipements industriels et de matériel électronique diminuent légèrement (-1%), et les exportations du secteur automobile poursuivent leur diminution de long terme (-22%). Dans le sens inverse, les importations françaises de produits chinois stagnent ou diminuent dans les principaux secteurs : -3% pour les téléphones et produits électroniques grand publics ; -1% dans le secteur textile ; -10% pour les jeux et jouets. En revanche, elles poursuivent leur augmentation rapide dans le domaine pharmaceutique (+13%) et automobile (+48%).

### Relations US-Chine : nouveau rapport de l'Asia Society sur la politique américaine vis-à-vis de la Chine

Le *Center on US-China Relations* de l'*Asia Society* a publié, le 12 février, un rapport - co-rédigé par des universitaires et économistes spécialistes de la Chine, d'anciens ambassadeurs et représentants américains au Commerce - émettant une série de recommandations sur l'avenir de la politique américaine vis-à-vis de la Chine. Sur le plan économique et commercial, si la politique industrielle chinoise - « mercantiliste et fondée sur la substitution des importations high-tech » - est qualifiée de





« défi croissant » par les experts, ceux-ci mettent en garde à plusieurs reprises quant aux risques d'un « *decoupling* » économique : « détruire les chaînes de valeur mondiales et chercher à les remplacer par des blocs économiques rivaux aurait non seulement pour effet de fragiliser notre économie, mais il ferait de la Chine une menace sécuritaire potentielle en réduisant le levier économique dont disposent les États-Unis à son égard ». Plus généralement, le rapport reproche à l'administration Trump (tout en saluant son recours à une approche énergique) de pêcher à trois égards : (i) en insistant sur l'importance des déficits commerciaux (les auteurs y privilégient la restauration d'une situation de concurrence loyale, fondée sur la non-discrimination et la réciprocité) ; (ii) en adoptant à une vision extensive de la « sécurité nationale » (sans plus de précisions) ; (iii) en faisant usage de mesures unilatérales là où la multilatéralisme et la concertation avec les alliés des États-Unis auraient pu produire un résultat plus bénéfiques. Parmi les recommandations, les experts suggèrent notamment : (i) d'initier à l'OMC un cas transversal (« *broad-based* ») contestant toutes les pratiques commerciales déloyales de la Chine, qui contreviendraient non seulement aux règles actuelles de l'OMC mais également aux « attentes légitimes » des partenaires commerciaux de la Chine au moment de son adhésion à l'OMC (dispositions sur la « *nullification and impairment* » soit l'annulation des bénéfices attendus de la participation à l'OMC du fait de mesures d'un partenaire elles-mêmes non-forcément incompatibles avec le droit de l'OMC - Article XXIII du GATT) ; (ii) d'obtenir de nouveaux engagements de la Chine sur des points répondant aux inquiétudes structurelles quant au fonctionnement de son économie (transferts forcés de technologie, rôle des entreprises d'État, poids du PCC, etc.) ; (iii) d'adhérer au CPTPP et de s'engager résolument dans la réforme des règles de l'OMC, conjointement avec l'Union européenne et le Japon. Le rapport de l'*Asia Society* a été largement relayé dans la presse chinoise. L'agence officielle *Xinhua* y voit par exemple un appel à la coopération sino-américaine.

[Lire le rapport de l'Asia Society](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)



## CLIMAT DES AFFAIRES

### Investissements entrants : publication d'un nouveau projet de catalogue des secteurs encouragés pour les investisseurs étrangers

Le 1<sup>er</sup> février 2019, la *NDRC* et le *Mofcom* ont conjointement publié un nouveau projet de catalogue des secteurs encouragés pour les investisseurs étrangers, qui est en effet composé des deux catalogues : le premier pour la Chine entière ; et le deuxième pour les provinces du centre et de l'ouest, du nord-est, et de Hainan. Ce projet est ouvert à commentaires jusqu'au 2 mars. Le catalogue national contient un total des 402 sous-secteurs répartis en 13 secteurs. L'actuel projet de catalogue met accent sur les domaines de l'agriculture moderne, de la production industrielle et des technologies haut de gamme (l'intelligence artificielle, les véhicules autonomes, les aéronautiques et aérospatiales, les circuits intégrés, etc.), de la transition écologique, ainsi que les services. Les investissements étrangers dans les secteurs figurant dans le catalogue devraient bénéficier d'avantages, notamment fiscaux, mais ceux-ci ne sont pas énumérés dans le texte. Le *Mofcom* donne quelques exemples tels que l'exemption des frais liés à l'utilisation des terres et des réductions de l'impôt sur le revenu dans les provinces de l'ouest.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### Automobile : BYD voit ses ventes augmenter en janvier 2019

Le fabricant de véhicules électriques a vendu 28 668 véhicules à énergies nouvelles en janvier 2019, soit une croissance de 291,1% par rapport à janvier 2018. Pour mémoire, BYD est une entreprise basée à Shenzhen spécialisée dans la fabrication des batteries (2ème fabricant chinois après CATL) et de véhicules électriques. En 2018, BYD était le 17ème constructeur automobile en Chine en terme de volume de ventes. Fin janvier 2019, l'entreprise a émis l'équivalent d'1 Md RMB (130 M EUR) d'obligations vertes pour financer ses projets verts dont de nouvelles usines de véhicules électriques.

Malgré le ralentissement général des ventes de véhicules, les ventes des véhicules électriques restent dynamiques en raison des politiques de soutien mises en place par le gouvernement. Les ventes de véhicules de tourisme à énergies nouvelles en volume ont augmenté de 88,5% entre 2017 et 2018 (source: China Passenger Car Association) alors que les ventes de l'ensemble de véhicules de tourisme ont baissé de 4%. Dans le cadre de son plan "Manufacturing China 2025", les autorités chinoises ont identifié le secteur des véhicules à énergies nouvelles comme stratégique. Afin de s'imposer comme leader dans ce domaine, le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information a publié en septembre 2017 un texte mettant officiellement en place un quota de véhicules à énergie nouvelle dans la production (ou les importations) de chaque constructeur à partir du 1er janvier 2019. Concrètement, chaque constructeur doit obtenir des « crédits » VEN égal à 10% de sa production (puis 12% en 2020).

### TIC : la Thaïlande réalise des essais 5G avec Huawei

Alors que plusieurs pays ont annoncé refuser la participation de Huawei dans leur réseau 5G, soupçonnant la présence de *backdoors* dans les équipements de l'entreprise et la possibilité que celle-ci transmette des données au gouvernement dans le cadre de la loi sur la cybersécurité, la Thaïlande vient de réaliser des tests 5G avec le premier équipementier télécom. Le ministre de l'économie numérique thaïlandais a affirmé que cela ne signifiait pas que le pays ne se souciait pas des enjeux sécuritaires. De son côté, le responsable de l'association des TIC thaïlandais a justifié ce partenariat avec Huawei en raison de la bonne qualité et du faible coût des produits Huawei, soulignant que les risques d'espionnage n'effrayaient pas le pays ("*Thailand doesn't have anything exciting that might be of interest to Beijing*").

Les tests ont eu lieu dans l'Eastern Economic Corridor (EEC) au Sud-Est de Bangkok. Cette zone destinée à attirer les investissements étrangers et à dynamiser l'économie thaïlandaise a déjà fait l'objet d'investissements de la part de Huawei qui y a installé un centre de données d'une valeur de 22,5 M USD (20 M EUR). Alibaba a également investi dans ce corridor économique, de même que Nokia, Ericsson et les opérateurs télécoms thaïlandais, qui y ont installé des laboratoires 5G.

### Biens de consommation : Kering et Hermès enregistrent de belles performances en 2018 malgré le ralentissement de l'économie chinoise

La baisse de la consommation chinoise, qui se reflète notamment à travers la baisse des ventes de véhicules, ne semble pas impacter l'industrie du luxe. A l'instar de LVMH et l'Oréal, les groupes Kering et Hermès ont vu leur chiffre d'affaires augmenté en 2018. Le chiffre d'affaires d'Hermès a atteint les



5,97 Mds EUR en 2018 (+7,5% en g.a). De son côté, le groupe Kering a vu son chiffre d'affaires augmenter de 2,8% en g.a.

La Chine est un pays important pour l'industrie du luxe. Les Chinois sont actuellement les deuxièmes plus importants consommateurs de produits de luxe (après les Américains) dans le monde avec un tiers de l'ensemble des achats. Malgré l'impact négatif qu'a eu la campagne anticorruption lancée par Xi Jinping en 2013 sur le marché du luxe, cela ne l'a pas empêché de connaître sa plus forte progression en 2017 depuis 2011. Selon le cabinet de conseil Boston Consulting group, en 2024, les Chinois deviendront les premiers consommateurs de luxe en achetant à eux seuls 40% des articles de luxe vendus dans le monde.

### **Tourisme : ralentissement du taux de croissance des revenus liés au tourisme en 2018**

Selon les statistiques publiées par le ministère de la culture et du tourisme, les revenus liés au tourisme en Chine ont augmenté de 10,5% en g.a en 2018 pour atteindre 5 970 Mds RMB (781 Mds EUR). Entre 2016 et 2017, ces derniers avaient augmenté de 15%. Il s'agit du ralentissement le plus important depuis 2008 (où les revenus liés au tourisme avaient augmenté de 5,8% en g.a). Cette évolution est attribuée à la baisse de la consommation chinoise.

Si le ministère chinois de la culture et du tourisme a constaté un ralentissement du taux de croissance des revenus liés au tourisme en Chine, il souligne également le fait que les Chinois décident de plus en plus de voyager à l'étranger. En 2018, les touristes chinois ont réalisé 149 millions voyages à l'étranger soit une croissance de 14,7% par rapport à 2017. Pour mémoire, selon les statistiques de la Banque de France, les touristes chinois constituaient en France en 2017 la cinquième clientèle étrangère et la première non européenne.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### **Développement durable : le Vice-Premier ministre M. HAN Zheng a présidé une réunion du Comité national pour la conservation de la biodiversité le 13 février**

Au cours de la réunion du Comité national pour la conservation de la biodiversité présidé par M. HAN Zheng, Vice-Premier ministre en charge de la coordination des politiques environnementales, celui-ci a souligné l'importance de la conservation de la biodiversité qui est qualifiée comme l'un des enjeux principaux dans la construction de la « civilisation écologique », concept inscrit dans la constitution chinoise depuis 2018.

M. HAN Zheng a indiqué que, malgré les efforts réalisés, il reste beaucoup à faire pour empêcher le déclin de la biodiversité, notamment compte tenu des difficultés à concilier protection de la biodiversité et activités économiques.

M. HAN Zheng a proposé un plan de travail en 5 points : (1) établir un système de gestion des aires naturelles protégées en formant un réseau des parcs nationaux, des aires naturelles protégées et des parcs naturels ; (2) renforcer la protection des espèces sauvages et lutter contre les trafics des espèces sauvages ; (3) renforcer la gestion et la protection des ressources génétiques ; (4) développer une surveillance active dans tous les domaines de la biodiversité et (5) optimiser le cadre institutionnel et juridique de protection.

Il a également rappelé l'importance de la préparation de la CoP15 « Biodiversité » qui aura lieu en Chine en 2020.

Pour mémoire, le Ministre d'Etat M. François de Rugy, Ministre de la Transition écologique et solidaire, a eu un entretien avec M. HAN Zheng le 19 novembre 2018 dans le cadre de sa visite en Chine.

### **Energie : le MIIT, la NGOA et la NEA ont conjointement publié des lignes directrices visant à réaliser des centres de données « verts »**

Le Ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT), la *National Government Offices Administration* (NGOA) et l'Administration nationale de l'énergie (NEA) ont conjointement publié le 12 février des lignes directrices en faveur de la construction de centre de données « verts ». Ces lignes directrices s'inscrivent plus largement dans le cadre du « plan de développement industriel vert 2016-2020 » et des « lignes directrices pour améliorer la conservation d'énergie et les réductions d'émissions dans le secteur de l'information et des communications durant le 13<sup>ème</sup> plan quinquennal » du MIIT. Selon le document, il est important de créer une nouvelle génération d'infrastructures numériques capables d'assurer un développement durable respectueux des ressources et de l'environnement.

En outre, l'objectif de ces orientations est d'améliorer la conception « verte » des centres de données et de promouvoir la construction et l'opération durables de ces centres de données, grâce notamment à la fourniture d'énergie verte et à des réductions de consommation de ressources. Ces lignes directrices prévoient également la promotion de nouvelles technologies plus écologiques y compris à travers la création de nouvelles normes ; elles encouragent de manière générale à plus d'innovations respectueuses de l'environnement en lien avec ce secteur d'activité.



Aussi, le MIIT, la NGOA et la NEA prévoient qu'en 2022, la consommation moyenne d'énergie des centres de données soit comparable à celle des centres dans les pays développés et que l'efficacité énergétique des nouveaux grands et très grands centres de données soit grandement améliorée.

Pour mémoire, selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), le secteur informatique consomme environ 10% de l'électricité mondiale. En Chine, la consommation électrique du secteur tertiaire a fortement augmenté ces dernières années (+12,7% d'augmentation en 2018). Elle compte aujourd'hui pour environ 1/6ème de la consommation énergétique chinoise.

### **Energie : diesel et kérosène exportés depuis le port de Ningbo vers l'Europe depuis cette année**

Début quelques semaines, Sinopec Zhenhai Refining & Chemical Company, entreprise située au port de Zhoushan à Ningbo (une centaine de kilomètres au sud de Shanghai), a exporté 40 000 tonnes de diesel vers le port de Rotterdam. Il s'agit de la première exportation du diesel produit à Ningbo vers l'Europe.

Le 25 janvier, cette compagnie avait déjà exporté 40 000 tonnes de kérosène vers l'Europe. Il s'agit également d'une première.

A noter que ces deux exportations ont été réalisées pendant le pic des voyages de la fête du Nouvel An chinois quand la production de carburant atteint des niveaux record.

En 2018, Sinopec Zhenhai Refining & Chemical Company aurait exporté de 840 000 tonnes de diesel et de 1 080 000 tonnes de kérosène.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## HONG KONG et MACAO

### **Commerce extérieur de Hong Kong : hausse des exportations de biens de +7,3% en glissement annuel, à 531,3 Mds USD, en 2018 et hausse des importations de +8,4% à 603 Mds USD**

Le déficit commercial de Hong Kong s'établit à 71,7 Mds USD soit une dégradation de 15,8% par rapport à l'année 2017 (61,9 Mds USD).

Les premiers fournisseurs de Hong Kong sont la Chine continentale (+7,7% à 279,1 Mds USD), Taïwan (+2,1% à 43,2 Mds USD) Singapour (+9,0% à 40 Mds USD), l'UE-28 (+8,7% à 39,8 Mds USD), la Corée du Sud (+10,4% à 35,5 Mds USD, le Japon (+2,1% à 33,3 Mds USD) et les Etats-Unis (+8,1% à 29,5 Mds USD). La France est au 15<sup>ème</sup> rang des fournisseurs de Hong Kong (- 3 places) avec 1,1% des importations, et demeure au 3<sup>e</sup> rang des pays européens, derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Les premiers clients de Hong Kong en 2018 sont la Chine continentale (+7,7% à 292 Mds USD), l'UE-28 (+9,2% à 48 Mds USD), les Etats-Unis (+8,1% à 46 Mds USD), l'Inde (-15% à 17 Mds USD) et le Japon (à 15,5 Mds USD, comme en 2017). La France se classe au 14<sup>e</sup> rang des clients de Hong Kong (recul de places par rapport à 2017), derrière l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

Une baisse des échanges extérieurs de Hong Kong a cependant eu lieu au mois de décembre 2018, avec une chute de 5,8% des exportations en valeur (après une baisse de 0,8% en novembre). La baisse a été particulièrement marquée concernant les exportations vers l'Inde (-35,5%), le Vietnam (-15,7%), l'Allemagne (-10,9%) et la Chine continentale (-8,7%). Les importations hongkongaises se sont aussi repliées de 7% (après une hausse de +0,5% en novembre) notamment celles issues de Taïwan (-29,6%), de Corée du Sud (-25,4%), d'Inde (-24,3%), des Philippines (-19,2%), du Japon (-12,7%), de Thaïlande (-8%) et de Chine continentale (-4,2%). Elles ont diminué de 5,1% au T4-2018, après +7,8% au T3-2018. . Un porte-parole du gouvernement hongkongais a attribué cette chute des échanges extérieurs de Hong Kong en décembre au ralentissement de la croissance mondiale et aux tensions commerciales sino-américaines, qui ont affecté les exportations des pays asiatiques.

### **Commerce bilatéral : Hong Kong figure à nouveau parmi les principaux excédents commerciaux de la France en 2018, en 3<sup>e</sup> position derrière le Royaume-Uni et Singapour**

Les exportations françaises vers HK se stabilisent en 2018, atteignant 6,21 Mds EUR soit un montant comparable à 2017 (6,26 Mds EUR). On notera que hors aéronautique, secteur soumis à des effets de calendrier, les exportations françaises ont progressé de +6,0%. Par ailleurs, on relève une forte hausse, de l'ordre de +38,5%, des exportations françaises vers Hong Kong au T4-2018. Le secteur aéronautique, malgré une baisse de 14% des ventes par rapport à 2017, année exceptionnelle, reste le 1<sup>er</sup> poste d'exportation de la France à Hong Kong (1,8 Mds EUR). Le 2<sup>ème</sup> poste d'exportation, la maroquinerie, a progressé de +9,2%, à 948 M EUR, , devant l'agroalimentaire à 782 M EUR (+7,0%), les vêtements et chaussures à 559 M EUR (+3,3%), les parfums et cosmétiques à 353 M EUR (+3,5%), la bijouterie et joaillerie (+33,8% à 283 M EUR), et les produits pharmaceutiques (+14,3% à 150 M EUR). Les importations françaises de produits hongkongais poursuivent leur contraction, à 653 M EUR en 2018, contre 671 M EUR en 2017, soit une baisse de 2,8%. Les principaux postes d'importation français de produits importés (ou réexportés à partir de Hong Kong) sont les composants électroniques (+12,2% à 205 M EUR), la joaillerie-bijouterie (+37,5% à 79 M EUR), les équipements de communication (-10,5%

à 36 M EUR) et les jouets (-7,3% à 21 M EUR). L'excédent commercial de la France avec Hong Kong se stabilise, atteignant 5,56 Mds EUR, après 5,59 Mds EUR en 2017.

### **Macao : les exportations françaises vers Macao en 2018 atteignent 823 M EUR, soit une hausse de +33% en glissement annuel (après +0,6% en 2017)**

Alors qu'elle était au 4<sup>e</sup> rang des fournisseurs de Macao en 2017, la France devient en 2018 le 3<sup>e</sup> fournisseur de Macao, derrière la Chine et l'Italie mais pour la 1<sup>ère</sup> fois devant Hong Kong. Les importations françaises de biens macanais, essentiellement des produits textiles, poursuivent à l'inverse leur contraction, à 5,9 M EUR en 2018, soit une baisse de 14%. L'excédent commercial de la France avec Macao atteint 818 M EUR en 2018, après 611 M EUR en 2017. On relève notamment une performance exceptionnelle dans le secteur de la maroquinerie, 1<sup>er</sup> poste d'exportation français, avec une hausse des exportations de +43% (à 165 M EUR). L'agroalimentaire, 2<sup>e</sup> poste d'exportation français, enregistre une baisse de 0,6%, à 160 M EUR, devant la bijouterie et joaillerie (+56% à 63 M EUR), et les vêtements et chaussures (+12% à 51 M EUR). La France détient 39,5% des parts de marché dans le secteur de la maroquinerie (2<sup>e</sup> fournisseur après l'Italie), 11,1% pour les produits alimentaires et boissons (2<sup>ème</sup> fournisseur après la Chine continentale), 6% des parts de marché dans le secteur de l'habillement (3<sup>ème</sup> position derrière l'Italie et la Chine continentale) et fournit au total, 12,3% des biens de consommations importés à Macao derrière la Chine continentale (18,5%) et l'Italie (12,9%).

### **Logistique : le port de Hong Kong n'est plus que le 7<sup>e</sup> port mondial de conteneurs, dépassé en 2018 par ceux de Canton et Pusan**

Les flux de conteneurs à Hong Kong ont atteint 19,64 M EVP (EVP signifiant équivalent vingt pieds, l'unité de mesure pour un conteneur), soit une baisse de 5,4% par rapport à l'année 2017, et moins de la moitié du volume traité par Shanghai, 1<sup>er</sup> port mondial, à 42,06 M EVP. Hong Kong est en 2018 le seul port parmi les 7 premiers au niveau mondial qui accuse une baisse de son volume de conteneurs. Hong Kong a d'abord perdu son statut de 1<sup>er</sup> port mondial de conteneurs en 2004 au profit de Singapour (elle-même dépassée par Shanghai en 2010) et a depuis été dépassé par les ports de Shenzhen, Ningbo-Zhoushan et, en 2018, Canton et Pusan. Cette érosion de la compétitivité du port de Hong Kong tient pour partie aux tensions commerciales sino-américaines mais principalement à des facteurs structurels à savoir (i) la montée en puissance de centres logistiques concurrents en Asie et notamment en Chine continentale, (ii) une tendance à la désintermédiation des exportateurs, qui visent directement leurs ports d'arrivée en Chine continentale et (iii) la menace de saturation des infrastructures portuaires hongkongaises due à l'exiguïté du territoire. Dans la perspective de renforcer l'efficacité des processus et in fine la compétitivité du port de Hong Kong, 4 de ses 5 opérateurs (Hongkong International Terminals (HIT), contrôlé par le conglomérat CK Hutchinson du tycoon Li Ka-shing, COSCO-HIT Terminals, Asia Container Terminals et Modern Terminals) qui contrôlent 95% de parts de marché, ont annoncé la formation d'une « alliance ». Cette annonce a entraîné l'ouverture d'une enquête par l'autorité de la concurrence hongkongaise (Competition Commission) sur un possible cas d'entente anticoncurrentielle.



[Retour au sommaire \(ici\)](#)

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

**Adresse :** N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

**Rédigé par :** Hannah Fatton, Zilan Huang, Anne-Victoire Maizière, Camille Bortolini, Furui Ren, Lianyi Xu, Antoine Bernez, Rodolphe Girault

**Revu par :** Pierre Martin, Estelle Jacques, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault

**Responsable de publication :** Philippe Bouyoux